

L'objectif initial est réalisé. Du fait de son excellente réputation dans les opérations de maintien de la paix - en Indochine, au Moyen-Orient, à Chypre - les pays du groupe de Contadora ont demandé au Canada son avis pour s'assurer que le mécanisme envisagé est viable. Notre gouvernement et le gouvernement libéral qui l'a précédé ont fourni ces conseils. J'ai envoyé des experts au Mexique pour examiner le mécanisme dans le détail; nous avons donné au groupe de Contadora un mécanisme qui peut fonctionner. Ce n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'une opération de bombardement - ou une mission de paix -, mais c'est une contribution pratique, solide et essentielle que probablement seul le Canada est en mesure de faire. Cet exemple n'est pas unique.

Dans les villages un peu partout en Asie et en Afrique, au sein de comités qui négocient des accords sur la prévention de la guerre chimique ou le droit de la mer, au sein de compagnies canadiennes qui exportent des techniques novatrices ou construisent des routes, des réseaux ferroviaires ou des ponts, on trouve une présence canadienne active et souvent distinctive. Notre propre population devrait être davantage au courant de ces choses, et une revue parlementaire peut être utile dans cette optique.

Mais le gouvernement a décidé de procéder à un examen de la politique étrangère d'abord et avant tout parce qu'il estime que les Canadiens seront prêts à relever leurs propres défis seulement lorsqu'ils comprendront que, dans le monde d'aujourd'hui, leur pays ne peut se permettre le luxe de l'isolement. Nous faisons partie du monde, nous sommes assujettis à ses contraintes et nous participons à ses occasions. Le concept du "village planétaire" ne signifie pas seulement que nous sommes au fait des développements qui surviennent partout dans le monde. Il signifie aussi que ces développements touchent et changent nos vies, que nous le voulions ou non. Nous vivons dans un monde très interdépendant. Lorsqu'il y a une guerre dans le Golfe, ou une incertitude au Kremlin ou à Washington, ou une crise de la dette au Mexique, aucun d'entre nous n'est épargné; ni le propriétaire qui renouvelle son hypothèque, ni le travailleur d'usine ou le petit homme d'affaire, ni l'exploitant agricole, ni le pêcheur ni le chasseur de phoques et encore moins les entreprises. L'économie internationale est notre économie. Notre sécurité est la sécurité de tous. Je veux amener les Canadiens à prendre conscience de l'interdépendance très réelle de la politique étrangère et de la politique économique. Ce sera là un des points saillants du Livre vert que je déposerai. Parce que je crois que l'acceptation de cette réalité est la première étape essentielle de notre réaction à cette réalité.